



Idées de la nation, de l'identité communautaire et de l'exclusion en Afrique du Sud britannique, pendant les années 1820-1850

Elizabeth Elbourne

► To cite this version:

Elizabeth Elbourne. Idées de la nation, de l'identité communautaire et de l'exclusion en Afrique du Sud britannique, pendant les années 1820-1850. *Alizés : Revue angliciste de La Réunion*, 2001, Le citoyen dans " l'empire du milieu ". Perspectives comparatistes, NS, pp.293-315. hal-02350468

HAL Id: hal-02350468

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02350468>

Submitted on 6 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Idées de la nation, de l'identité communautaire et de l'exclusion en Afrique du Sud britannique, pendant les années 1820-1850¹

Le thème de ce colloque, « la citoyenneté dans l'empire du milieu », nous invite à réfléchir sur le fonctionnement politique du concept même de la citoyenneté. Plusieurs questions sous-jacentes s'imposent. Comment les nouveaux états ont-ils essayé de limiter et de contrôler l'accès à la citoyenneté, par exemple et, en ce faisant, d'imposer leur propre autorité dans des situations impériales souvent très turbulentes ? Voilà une enquête entièrement pertinente à l'histoire de l'Afrique du Sud, pays où la définition de la citoyenneté et des « citoyens » fut centrale à l'infrastructure idéologique de l'*apartheid* au vingtième siècle. L'étude du dix-neuvième siècle ne saurait nous décevoir. Les questions de citoyenneté, dans le sens large du terme, et de l'appartenance à la communauté politique, furent centrales aux amers débats politiques et aux guerres vicieuses de l'époque au Cap. Mais appartenance à quelle communauté ? Citoyen de quel régime ? Et quel fut le rôle des gens du milieu, les personnes dites de « race mixte » ? Depuis l'arrivée en grand nombre des colons britanniques en Afrique du Sud après 1820, comme bien avant d'ailleurs pendant l'histoire de cette région turbulente, les questions d'identité culturelle en ces espaces contestés étaient

¹ J'aimerais remercier les Fonds FCAR du Québec et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour leur appui financier, aussi bien que Caroline-Isabelle Caron pour son assistance.

intimement liées aux questions politiques à propos de l'allocation des ressources matérielles, du droit de vote, et de la citoyenneté. Ceci ne saurait nous surprendre, étant donné la présence de multiples groupes susceptibles de se percevoir comme des ethnicités réclamant au minimum un droit de participation dans un état commun, et au maximum les mêmes territoires sous des gouvernements différents. L'historien sud-africain Martin Legassick nous parle depuis 1969 du concept de « *frontier zone* » : une région où deux groupes, ou plus, se disputent le pouvoir, sans qu'un seul groupe ethnique soit suffisamment fort pour gagner une victoire finale et où il existe la possibilité d'acculturation mutuelle grâce à cet équilibre du pouvoir. Selon Hermann Giliomee, une frontière est « ouverte » quand la lutte pour le pouvoir demeure sans issue ; dans la région qui deviendra l'Afrique du Sud, le pouvoir de l'empire britannique était souvent requis pour « fermer » les zones frontalières². Comme plusieurs autres historiens de l'Afrique du sud³, j'adopte ce schéma comme point de départ, sans pour autant en vouloir accepter toutes les prémisses. Pendant le dix-neuvième siècle à la colonie du Cap, après la « fermeture » des frontières, les régions de colonisation blanche permanente demeuraient, pour leurs habitants blancs, des zones de peur et d'insécurité, et pour leurs habitants noirs des lieux de souffrance et des terrains cédés mais non abandonnés. Surtout après les années 1840, les habitants désignés de « race mixte » (*basters*), les ex-esclaves et les descendants des peuples nomades, les Khoikhoi et les San se trouvaient souvent tiraillés, témoignant de la complexité souvent niée par l'idéologie elle-même. Les élites de plusieurs groupes dépendaient quand même du travail manuel de l'autre ; une « citoyenneté » obligatoire était

² Martin Legassick, « The frontier tradition in South African historiography », in Shula Marks and Antony Atmore (eds), *Economy and Society in Pre-Industrial South Africa* (London, 1980) ; Legassick, « The Northern Frontier to c. 1840: The rise and decline of the Griqua people », in Richard Elphick and Hermann Giliomee (eds.), *The Shaping of South African Society, 1652-1840* (Middletown, 1988) ; Legassick, « The Griqua, the Sotho Tswana and the Missionaries, 1780-1880: The Politics of a Frontier Zone », thèse doctorale, University of California, Los Angeles, 1969 ; Hermann Giliomee, « The Eastern Frontier, 1770-1812 », in Elphick et Giliomee (eds.), *Shaping*.

³ Tels que Clifton Crais, *White supremacy and black resistance in pre-industrial South Africa: The making of the colonial order in the Eastern Cape, 1770-1865* (Cambridge, 1992) ; David Chichester, *Savage Systems: Colonialism and Comparative Religion in Southern Africa* (Virginia, 1997).

un moyen d'assurer ce travail. Pour les chefs africains, le pouvoir personnel et leur prestige dépendaient en partie du nombre de leur dépendants et subordonnés. Dans la colonie blanche, la colonie du Cap, les « Noirs » faisaient la plupart du travail manuel, et dans les régions agricoles (prédominantes à l'extérieur de Cape Town), les fermiers tentaient de s'attacher le plus grand nombre possible d'esclaves ou de Khoikhoi sur leurs fermes tout en les privant de droits humains. Est-il surprenant que le concept même de citoyenneté était contesté, et profondément politique ? Dans ce qui suit, j'examine ces questions de « citoyenneté » et d'identité surtout à travers l'examen de la communauté que l'état-*apartheid* allait appeler *kleurling* ou *coloured* – des gens désignés de « race mixte » au vingtième siècle, mais qui prennent leurs racines dans des communautés autochtones. Au milieu du dix-neuvième siècle, ce groupe était d'ascendance multiple : des Khoikhoi (ou « Hottentots » selon l'usage colonial de l'époque, terme qui est maintenant considéré comme péjoratif), des ex-esclaves libérés depuis 1834, des Blancs, des Xhosa qui avaient eux-mêmes conquis plusieurs groupes Khoikhoi avant l'arrivée des Blancs. Par contre, la plupart de ces communautés à l'extérieur de Cape Town s'identifiaient toujours comme « Khoikhoi », en dépit de la mixité et de la disparition de la langue Khoikhoi⁴. Je vais donc me servir de cette terminologie, bien que la réalité sociale fût plus complexe. La position sociale très ambiguë des Khoikhoi, des *basters* et des ex-esclaves dans la colonie blanche était un reflet de l'anxiété des colons blancs vis-à-vis de la présence de gens qui traversaient les frontières entre « Africain » et « Européen ». Jusqu'à la moitié du siècle (avec la conquête des territoires Xhosa), les non-Blancs dans la colonie provenaient surtout des catégories énumérées ci-dessus, malgré la présence croissante d'Africains cherchant du travail dans la colonie – surtout des réfugiés de la turbulence militaire et politique de l'intérieur, à qui fut donné le nom colonial *Mfengu*⁵. En temps de guerre et de conquête, il était

⁴ Robert Ross, « The Kat River Rebellion and Khoikhoi Nationalism: The Fate of an Ethnic Identification », *Kronos: Journal of Cape History/Tydskrif vir Kaaplandse Geskiedenis*, 24, Nov. 1997, pp. 91-105.

⁵ La question n'est pas directement pertinente à notre discussion d'aujourd'hui, mais il faudrait signaler le débat amer autour de la signification et nature de cette turbulence, qu'on a appelé auparavant le *mfecane*. Pour plus de détails : Carolyn Hamilton (ed.), *The Mfecane Aftermath* (Johannesburg et

facile de diviser le monde colonial entre « Noir » et « Blanc ». Mais comment (du point de vue des colons) accommoder la diversité à l'intérieur de la colonie même, où les Blancs ne représentaient pas la moitié de la population avant même la conquête du « *British Kaffraria* »⁶ ? Le droit d'accès des non-Blancs à la citoyenneté et aux droits civils égaux remettait en question le système idéologique soutenant la conquête des territoires, aussi bien qu'une division raciale de travail. Des alliances entre Khoikhoi et Blancs étaient tout de même potentiellement utiles pour plusieurs membres des deux groupes, et en accord avec les nouvelles idéologies économiques libérales, tandis que les soi-disant « *friends of the natives* », comme les missionnaires britanniques, voulaient que les convertis adoptent la culture occidentale et qu'on leur accorde en échange des pleins droits. Tentons d'abord quelques généralisations plutôt larges. Je décrirai ensuite le statut légal des Khoikhoi entre 1800 et 1856. Je terminerai avec le bref examen d'un exemple, la révolte des Khoikhoi coloniaux de 1850 à 1853 et la réaction qu'elle a suscitée, afin de démontrer mes thèses principales, soit que la citoyenneté dans l'état blanc de la Colonie du Cap était profondément controversée et que les débats autour du statut des autochtones « civilisés », les gens du milieu, révélaient à la fois les anxiétés de la colonie blanche face à cette question et les difficultés auxquelles étaient confrontés les « citoyens » involontaires non-blancs de la colonie.

QUELQUES GÉNÉRALISATIONS

Une première généralisation importante dans le contexte de ce colloque est qu'une approche dialectique de l'histoire du Cap du dix-neuvième siècle est à la fois essentielle et inadéquate. Les

Pietermaritzburg, 1995) ; Julian Cobbing, « The Mfecane as Alibi: Thoughts on Dithakong and Mbolompo », *Journal of African History* 29 (1988), pp. 487-519.

⁶ Selon les chiffres officiels : en réalité, les Khoikhoi étaient difficiles à compter, entre autres parce que plusieurs tentaient de maintenir un mode de vie nomade, en dépit de difficultés - peut-être un genre de résistance à la colonisation. Chiffres officiels pour 1852 : « *Return of the white and coloured populations of the Colony of the Cape of Good Hope, in the several Districts of the Eastern and Western Divisions, and also of British Kaffraria, according to the latest Returns received at the Colonial Office* », *British Parliamentary Papers*, 1852 (124), vol. XXXIII ; « Table 11.1: Population of the Cape Colony, 1670-1840 », in Richard Elphick and Hermann Giliomee, « The origins and entrenchment of European dominance at the Cape, 1652-c.1840 », in Elphick et Giliomee (eds.), *Shaping*, p. 524.

concepts « Noirs » et « Blancs » sont justement des concepts, avec une histoire et des racines idéologiques. Pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, plusieurs conflits amers concernant la possession de la terre, surtout entre les Xhosa et les colons blancs aux frontières d'une colonie blanche en expansion, ont renforcé cette idée de deux communautés se confrontant⁷. Cette rhétorique était évidente des deux côtés surtout pendant le conflit de 1850 à 1853 lorsqu'une union de plusieurs groupes africains, y inclus des Khoikhoi, « citoyens » à l'intérieur de la colonie, a combattu les colons blancs. Les journaux et les commentateurs anglais parlèrent de *race war*⁸. De même, selon James Read junior, fils du plus radical des missionnaires blancs et d'une femme Khoikhoi, l'attitude des Blancs vis-à-vis des Khoikhoi en révolte, y compris leurs demandes pour « *bonds, imprisonments, flagellations, and even murders* » a changé la nature des actions rebelles « *from a rebellion to a war of races, in which the Hottentots and the Kafirs were against the whites* »⁹.

Les exemples sont multiples. La consolidation de l'état blanc grâce aux réformes impériales de la Grande-Bretagne et son développement économique plus commercialisé ont également contribué à la formation des sentiments d'identité noire ou blanche. Comme l'affirme Clifton Crais dans son survol magistral de l'histoire du Cap, *White supremacy and black resistance* : « *The growth of European domination in the Eastern Cape, particularly during the late 1840s, produced a popular consciousness which transcended the more localized identities rooted in the previous century...* »¹⁰.

⁷ Entre autres, Andrew Bank, « Liberals and their Enemies: Racial Ideology at the Cape of Good Hope, 1820 to 1850 », Ph. D., Université de Cambridge, 1995.

⁸ Comme, par exemple, le *Port Elizabeth Telegraph* du 1^{er} janvier 1851, après les premières attaques Xhosa contre les colons : « *Now that the Kafirs have struck the first blow and deluged the fertile plains and kloofs of their hitherto peaceful country with the blood of the white man, let all Europeans and their descendants combine to support their Governor with hand and heart... Now a fearful and deadly energy agitates Kafirland, to its very heart's core, and plunder, murder and rapine were never so rife. The white man is to be driven into the sea if possible, the lands of the aboriginal inhabitants are to be regained, and the dark reign of barbarism is to succeed the bright dawn of civilization* ».

⁹ James Read junior, *The Kat River Settlement in 1852: Described in a Series of Letters published in the « South African Commercial Advertiser »* (Cape Town, 1852), p. 102.

¹⁰ Il continue : « *... thousands joined together in protest against the development of a racial capitalism and the colonial state in the Eastern Cape which tore up communally*

De surcroît, au dix-huitième siècle, les colons d'expression hollandaise à l'époque du V.O.C. avaient tendance à associer le christianisme à la division raciale. Bien que le sujet fournit matière à controverse aux historiens, il est clair que le terme « chrétien » était un synonyme pour « blanc »¹¹. Pour la plupart, les fermiers afrikaners du début du dix-neuvième siècle s'opposaient farouchement à l'établissement de missions chez les Khoikhoi, en dépit d'un mouvement piétiste et missionnaire principalement parmi les habitants de Cape Town. Il faudrait souligner, néanmoins, que ce refus religieux fut sans doute fondé sur la division du travail dans une société esclavagiste, où l'honneur exigeait que seuls les non-Blancs effectuent le travail manuel. Je ne peux pas développer ici en détail mes arguments, mais je considère que l'histoire du dix-neuvième siècle est en partie l'histoire du remplacement de la division dite « religieuse » par une idéologie blanche plus explicite de racisme « scientifique », mais fondée sur le même désir d'exploiter le travail manuel des Africains. Il faut ajouter que l'on peut déceler une tension autour de l'utilisation de la religion par les Blancs ; le christianisme était-il la possession des Blancs, signe de leur civilisation supérieure ou du fait que Dieu les ait bénis, ou était-il un moyen d'enseigner l'obéissance ? Du point de vue des convertis, le christianisme enseignait-il justement la patience devant l'injustice, ou la nécessité de résister ? En somme, les divisions Noir/Blanc et chrétien/non-chrétien informaient la façon dont les gens percevaient le conflit politique, et l'interaction entre ces deux dialectiques idéologiquement construites changeait à travers le temps.

Néanmoins, le modèle dialectique ne permet pas de déceler la diversité des intérêts représentés par de telles classifications. Au dix-huitième siècle, le baptême a permis aux ex-esclaves et aux Khoikhoi de se glisser dans le monde des « Blancs », tandis que l'interaction sexuelle a créé une population métisse. Au dix-neuvième siècle, pour revenir à la thématique du colloque, on ne

based societies and began to replace them within a single colonial order ». Crais, *White supremacy*, p. 188.

¹¹ Entre autres, Jonathan Gerstner, *The Thousand Generation Covenant: Dutch Reformed Theology and Group Identity in Colonial South Africa, 1652-1814* (Leiden, 1991), et en contraste, André du Toit, « No Chosen People: The Myth of the Calvinist Origins of Afrikaner Nationalism and Racial Ideology », *American Historical Review* 88 (October 1983), pp. 920-952.

peut pas vraiment parler de deux collectivités en confrontation. Il y en avait plutôt plusieurs, et ce même au Cap, sans parler des multiples royaumes africains à l'extérieur de la première colonie blanche, et les trois autres états blancs, produits des politiques du dix-neuvième siècle, Natal, l'Orange Vrij Staat, et le Transvaal, qui seront éventuellement unis avec le Cap en 1910 afin de former l'Afrique du Sud actuelle. Grâce à cette multiplicité, et grâce aussi à la contestation continue autour de la question du légitimité de l'état blanc, on ne peut pas prendre pour acquis qu'une seule « collectivité neuve » soit issue de la violence et du conflit du dix-neuvième siècle.

Donc, même au Cap, plusieurs groupes réclamaient, avec plus ou moins de succès, leur droit d'accès aux ressources. Par exemple, les Afrikaners (eux-mêmes produits de plusieurs groupes européens et même africains) se considéraient comme déplacés par les impérialistes britanniques, tel que le démontre le *groot trek* des années trente et l'histoire sanglante qui en a découlé. Il va sans dire que le nationalisme afrikaner de la fin du dix-neuvième et début du vingtième siècles était anti-impérialiste et anti-britannique, même si l'unité blanche devant le continent noir était aussi un thème important pour des politiciens afrikaners, surtout après la guerre de 1899 à 1902.

A l'opposé il est moins connu que les Khoikhoi ont maintenu un sentiment d'auto-identification Khoikhoi (ou « Hottentot ») au moins jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, sinon après (beaucoup plus tard que l'admettait la littérature historique antérieure), comme plusieurs travaux récents l'ont démontré. Associé à ce sentiment d'auto-identification était la perception d'avoir été dépourvu de leurs territoires, d'une part par les Xhosa et de l'autre par les colons afrikaners. Comme l'a dit un écrivain Khoi anonyme dans une lettre au *South African Commercial Advertiser* en 1834, « *the Hottentots, you must know, were in a worse position than the slaves - they had lost the land of their fathers* »¹². La même année, la première résolution (proposée par Hendrik Vincents) pour une réunion politique des Khoikhoi de Philipton contre le renouveau potentiel des lois contre le « vagabondage » fut formulée comme suit :

¹² *South African Commercial Advertiser*, 25 June 1834.

That this Meeting consists of a small part of the remnant of the Hottentot nation, who originally possessed the country stretching from the Cape of Good Hope to the Kay River, and who were rich in sheep and cattle &c but who were reduced to a state of want, servitude, &c, and in some respects worse than slavery itself¹³.

Lors de la guerre de 1850 à 1853, le chef Xhosa Sandile aurait offert aux « enfants de Chama » (« *one of the old Hottentot chiefs* », selon James Read junior) la restauration du « royaume de Chama » et à une réunion en Xhosaland, il aurait demandé aux rebelles Khoikhoi s'ils connaissaient des héritiers de la vieille dynastie qui pourraient être restaurés à leur ancienne gloire¹⁴. Robert Ross et Stanley Trapido, entre autres, ont qualifié ses sentiments de « nationalisme hottentote »¹⁵.

Les nouveaux colons britanniques des zones frontières, envoyés dès 1820 afin d'occuper et cultiver des terres récemment prises des Xhosa réclamaient les territoires comme les leurs, selon une idéologie qui accordait le droit de propriété à ceux qui avaient développé la terre, plutôt qu'à ceux qui ne faisaient qu'y vivre, une idée centrale à la pensée politique occidentale des dix-septième et dix-huitième siècles, et que l'on peut trouver dans l'œuvre de John Locke, entre autres. On trouve dans les écrits des colons blancs britanniques masculins une justification de la conquête qui tourne autour de l'incapacité des « sauvages » à respecter les normes de la domesticité (étape centrale dans le développement de la civilisation), et de reconnaître la propriété

¹³ « Report of a Meeting held at Philipston, Aug. 5th, 1834, to consider the propriety of memorialising his Excellency, the Governor and the Honorable Legislative Council on the proposed Vagrant Act », *South African Commercial Advertiser*, 3 September 1834 ; l'original de ce rapport est aux *Cape Archives* (Cape Town), A50.

¹⁴ Read a pensé que ce « *frothy nonsense* » était efficace pour motiver les gens à se révolter. Il est à remarquer d'un côté que les Khoikhoi avaient évidemment le sentiment d'avoir été dépourvus de leur « royaume », mais en même temps qu'il faudrait demander qui pourrait en être l'héritier - la tradition n'étant évidemment pas très précise ». Read, *Kat River Settlement*, p.41.

¹⁵ Robert Ross, « The Kat River Rebellion and Khoikhoi Nationalism: The Fate of an Ethnic Identification », in *Kronos*, n°24, novembre 1997, pp. 91-105 ; Stanley Trapido, « The Emergence of Liberalism and the making of "Hottentot nationalism", 1815-1834 », *Collected Seminar Papers of the Institute of Commonwealth Studies*, London: *The Societies of Southern Africa in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, 17, 1992; Elizabeth Elbourne, « Freedom at issue: Vagrancy legislation and the meaning of freedom in Britain and the Cape Colony, 1799-1842 », *Slavery and Abolition*, 15, 2 (1994).

privée. Ce type de langage, trouvant ses racines dans la théorie économique et politique des dix-septième et dix-huitième siècles, avait été utilisé, avec quelques variations, plus tôt par les colons afrikaners aussi bien que britanniques contre les peuples nomades, les Khoikhoi et les San, dont les territoires avaient été décrits comme vides ; le nomade ne possède pas le territoire sur lequel il se meut sans le développer. Ce langage a également influencé la formulation des règles formalisant les rapports entre Noirs et Blancs au dix-neuvième siècle.

Pour leur part, les groupes Xhosa, sous divers chefs, avaient moins besoin des théories pour justifier le maintien des territoires ancestraux. Je n'ai pas exploré les concepts Xhosa de la terre. On peut tout de même souligner que les chefs Xhosa contrôlaient des territoires à l'intérieur desquels les gens se déplaçaient selon les saisons afin de trouver un meilleur pâturage pour le bétail dont dépendait la société Xhosa. La suzeraineté des chefs était fluide, car il était largement accepté qu'un chef pouvait se déplacer et établir son domicile principal dans de nouveaux emplacements, et que son peuple pouvait le quitter en des moments d'insatisfaction. Le territoire de chaque chef était malgré tout assez vague, et l'ensemble était reconnu comme le territoire du groupe en entier. Les Xhosa avaient connu des conflits sporadiques avec des fermiers blancs et, de temps en temps, des guerres plus formelles avec l'empire britannique à la suite de conflits locaux en 1811, 1834-35, 1846 et 1850-53. Avec la grande exception de 1835, quand le *Colonial Office* demanda le retour de territoires aux Xhosa après les interventions, entre autres, des missionnaires et des anti-esclavagistes, les Xhosa ont graduellement perdu leurs terres au profit de la colonie, sans pour autant complètement perdre ni leur indépendance politique ni le noyau de leur territoire avant le mouvement millénariste désastreux de la fin des années 1850, né du désespoir suivant la maladie du bétail et les pertes politiques¹⁶.

Il faudrait ajouter que les ex-esclaves, surtout ceux de descendance asiatique, qui ont rapidement et en grands nombres adopté l'Islam, avaient eux aussi leurs propres traditions, bien que

¹⁶ J.B. Peires, *The Dead Will Arise: Nomgqawuse and the Great Xhosa Cattle-Killing Movement of 1856-7* (Johannesburg, 1981) ; Peires, *The House of Phalo: A History of the Xhosa People in the Days of their Independence* (Johannesburg, 1981) ; Noel Mostert, *Frontiers: The Epic of South Africa's Creation and the Tragedy of the Xhosa People* (London, 1992).

leur situation n'était évidemment pas propice à un nationalisme comme tel.

La société multiculturelle qui a émergé de cette situation de conflit était préoccupée par le statut et par la respectabilité¹⁷. Le besoin de déshonorer l'esclave se trouvait au cœur de cette société basée sur l'esclavage, de même que celui de punir son corps avec une violence extrême, de rendre les femmes esclaves sexuellement disponibles aux maîtres, ou d'interdire le mariage des esclaves. L'association entre le déshonneur et le travail manuel était profonde. Si les Khoikhoi n'étaient pas légalement des esclaves, leur statut s'en approchait de fait dans les régions agricoles du Cap au dix-huitième siècle, surtout à l'est, où les fermiers étaient trop pauvres, dans une économie pas très monétisée, pour avoir le même nombre d'esclaves que leurs compatriotes de l'ouest vivant surtout de viticulture. Le niveau de violence contre les Khoikhoi était extrême. Les Khoikhoi en général étaient caricaturés comme paresseux et manquant d'honneur. Les Blancs ne serraient généralement pas la main des Khoikhoi¹⁸. Le contact sexuel entre Khoikhoi et Blanc existait, surtout entre femmes Khoikhoi et hommes blancs. Il y avait beaucoup d'exploitation sexuelle sur les fermes, assez de prostitution Khoikhoi dans les villes et les camps militaires, et quelques mariages. Blanchir la famille pouvait améliorer le statut des Khoikhoi, mais les Blancs avaient plutôt tendance à nier l'existence de tels contacts sexuels. En ce domaine, comme dans tant d'autres, on décèle la tension entre cette idéologie dualiste et une réalité plus compliquée, quand même affectée par l'idéologie.

LE STATUT LÉGAL DES KHOIKHOI

Le statut légal des « Hottentots » dans la colonie avant 1828 reflétait ces tensions politiques, le conflit autour de la mobilisation du travail, et les concepts culturels d'honneur et de déshonneur. Au début du siècle, avant la fin de la période de domination par le

¹⁷ Robert Ross, *Status and Respectability in the Cape Colony, 1750-1870: A Tragedy of Manners* (Cambridge, 1999) ; Elizabeth Elbourne and Robert Ross, « Combatting Spiritual and Social Bondage: Early Missions in the Cape Colony », in Richard Elphick and Rodney Davenport (eds.), *Christianity in South Africa: A Political, Social and Cultural History* (Los Angeles, 1997).

¹⁸ Robert Ross, « The Etiquette of Race », in Robert Ross, *Beyond the Pale: Essays on the History of Colonial South Africa* (Hanover and London, 1993), pp. 118-9.

VOC, la loi locale réglait l'interaction entre Khoikhoi et Blancs ; ceci était surtout important dans les régions agricoles. Selon les règlements du VOC depuis ses débuts de colonisation en Afrique du Sud en 1658, les esclaves étaient importés d'ailleurs. Le personnel du VOC n'avait pas le droit de faire des esclaves des peuples autochtones, bien que le premier gouverneur, Jan van Riebeeck, militait pour ce « droit »¹⁹. Par contre, les fermiers afrikaners pauvres ont essayé de donner aux Khoikhoi un statut équivalent. Ils étaient des « citoyens » involontaires de la colonie et devaient ainsi remplir certaines obligations. Les enfants nés sur une ferme blanche pouvaient être considérés comme *ingeboek* ; en échange d'avoir été nourris pendant les premières années de leurs vies, ils devaient au fermier jusqu'à 25 ans de travail. Ce système rattachait des familles entières aux fermes. Selon la loi sur le vagabondage, les Khoikhoi n'avaient pas le droit de voyager sans un laissez-passer signé par un employeur blanc. Si une personne Khoikhoi n'en avait pas, les officiels locaux devaient le forcer à accepter un travail. Ce système niait le droit des Khoikhoi d'exister en toute liberté sur leurs territoires, et présentait leur ancien mode de vie comme une forme de vagabondage criminel. En plus, les Khoikhoi étaient obligés d'effectuer des travaux publics selon le bon vouloir de l'officier local. Très peu de recours légaux existaient contre les abus violents. Les missions du *London Missionary Society* étaient attaquées par les fermiers qui craignaient que les Khoikhoi ne puissent se servir de ces domiciles légaux et à l'extérieur des fermes blanches afin d'échapper au système. Andries Jaeger se souvint bien plus tard que c'était « *a time of sorrow* », « *oppression under which I have often wished I was dead (God forgive me) to be eased of my burden* »²⁰.

Ce « système » fut grandement critiqué par certains officiers britanniques, lors de la prise de contrôle britannique de la colonie, d'abord en 1795 à 1801, et ensuite de manière permanente, en 1806. La rhétorique libérale de quelques écrivains tels que John Barrow, le secrétaire privé du gouverneur Macarthy, s'opposait

¹⁹ Pour plus de détails : James C. Armstrong and Nigel A. Worden, « The Slaves, 1652-1834 », in Richard Elphick et Hermann Giliomee (eds.), *The Shaping of South African Society 1652-1840* (Middletown, Connecticut, 1988), pp. 109-183.

²⁰ George Barker to London Missionary Society Board of Directors, 6 October 1834, in Council for World Mission Archives, London Missionary Society papers, South Africa Incoming Correspondence, 14/2/B.

au travail forcé qui, selon lui, permettait la paresse chez les Afrikaners et soulignait leur manque de civilisation (on est tenté de dire « modernité »). Pour Barrow et pour d'autres, tels que les membres d'une commission d'enquête impériale des années 1820, le « *Commission of Eastern Inquiry* », le marché libre et la monétisation de l'économie engendreraient une meilleure transformation de l'économie, aussi bien qu'une nature humaine plus morale²¹. La première tentative de réforme du statut des Khoikhoi, c'est-à-dire le *Caledon Code* de 1809 promulgué sous un gouverneur plutôt conservateur, ne faisait néanmoins que formaliser la coutume locale, en adoptant beaucoup de ses prémisses²². Le code exigeait des contrats signés (et non oraux) d'une durée plus limitée, mais ceci laissait non résolue la question des droits de mobilité, et tenait comme acquis que les Khoikhoi avaient réellement perdu leurs territoires. Le code faisait une distinction légale entre les personnes de race blanche et les « Hottentots », et dans les régions agricoles laissait le vrai pouvoir d'interprétation dans les mains des *landdrosts*, les officiers locaux qui étaient aussi membres de la communauté des fermiers blancs. En 1812, le gouverneur Craddock perpétuait cette tendance, encore une fois sous la guise de réforme ; son code légiférait « l'apprentissage » des Khoikhoi maintenus par un fermier jusqu'à l'âge de huit ans. Ces enfants devaient travailler sans solde pour ces fermiers jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Au même moment, l'établissement des tribunaux itinérants dans les régions rurales de l'est renforça l'établissement du « *rule of law* ». Par contre, dans une série célèbre de cas légaux introduits par le missionnaire, le tribunal refusait d'accepter les déclarations des Khoikhoi non-baptisés et qui donc

²¹ John Barrow, *Travels in the Interior of Southern Africa, in the Years 1797 and 1798* (London, 1801) ; Commission of Eastern Inquiry papers, Public Record Office, Londres, CO 414 ; J. B. Peires, « The British and the Cape 1814-1834 », in Elphick et Giliomee (eds.), *Shaping*, pp. 490-499.

²² James Read senior, « A statement respecting the hardships to which the Hottentots of the Institution of Bethelsdorp in the District of Uitenhage are exposed ; and also, concerning some of the disadvantages under which the Missionaries of that Station labour », Cape Archives, A559 ; Susan Newton-King, « The Labour Market of the Cape Colony, 1807-1828 », in Shula Marks et Antony Atmore (eds.), *Economy and Society in Pre-Industrial South Africa* (London, 1980), p. 171-207 ; Richard Elphick et V.C. Malherbe, « The Khoisan to 1828 », in R. Elphick et H. Giliomee (eds.), *The Shaping of South African Society* (Middletown, 1988), p. 41 ; G.M. Theal (ed.), *Records of the Cape Colony*, vol. VII, Proclamation, 1 Nov 1809, pp. 211-216.

ne pouvaient pas jurer sur la bible sans corroboration des Blancs. Plusieurs accusations de meurtre et de voie de fait furent donc refusées. En 1819, la loi permettait aux officiers locaux d'envoyer des jeunes Khoikhoi, orphelins ou autrement en besoin de protection, comme « apprentis » chez les fermiers locaux. Ces fermiers eux-mêmes étaient les policiers du système, permettant une grande possibilité d'abus de pouvoir²³.

Il fallut attendre jusqu'en 1828 pour voir un changement réel, suivant les tentatives de libéralisation de l'économie du Cap (tentatives raisonnant ailleurs dans l'empire, en concordance avec les recommandations du *Commission of Eastern Inquiry*)²⁴. Je ne vais pas répéter ici en détail ma discussion antérieure sur la motivation idéologique du changement de la politique britannique, le rôle des anti-esclavagistes évangéliques, ni sur l'influence relative de John Philip, chef militant du *London Missionary Society* en Afrique contre celui des changements gouvernementaux²⁵. Je ne voudrais souligner que trois points d'une grande importance à notre discussion comparative d'aujourd'hui.

Mon premier point est que l'*Ordinance 50*, qui entre autres choses abolissait les distinctions légales sur la base de l'ethnicité au Cap, résultait des décisions dans la métropole de l'Empire. Cette décision de Londres fut prise à un moment où une vision libéraliste des marchés du travail prenait de plus en plus d'ampleur en conjonction avec la croissance du pouvoir politique du protestantisme évangélique, qui partageait plusieurs des mêmes idées. On peut voir les effets mixtes de cette idéologie dans l'abolition de l'esclavage, de même que dans le « *New Poor Law* » de 1834 et dans la tragédie de la quasi inaction de la Grande-Bretagne pendant la grande famine en Irlande au milieu des années 1840. Quoi qu'il en soit, l'égalisation du statut de Noir et Blanc, suivie en 1834 par l'abolition de l'esclavage au Cap et en

²³ Elphick et Malherbe, « Khoisan », in Elphick et Giliomee (eds.), *Shaping*, p. 41 ; Theal (ed.) *Records of the Cape Colony*, VIII, Proclamation, 23 April 1823, pp. 385-87 ; J.S. Marais, *Cape Coloured People*.

²⁴ C.A. Bayly, *Imperial Meridian: The British Empire and the World, 1780-1830* (London and New York, 1989).

²⁵ Pour une discussion plus développée : Elizabeth Elbourne, « To Colonize the Mind: Evangelicals in Britain and the Eastern Cape, 1790-1836 », thèse de doctorat, Université Oxford, 1992. Cf aussi : John Philip, *Researches in Southern Africa* (Londres, 1828) ; Andrew Ross, *John Philip (1775-1851)* (Aberdeen, 1986) ; John S. Galbraith, *Reluctant Empire* (Berkeley and Los Angeles, 1963).

1836 par la rétrocession des territoires Xhosa gagnés par la colonie, rendit le gouvernement impérial très peu populaire chez de nombreux Sud-africains blancs, surtout chez les fermiers et les habitants des zones frontalières. Ces actions ont, par contre, consolidé l'alliance entre les Khoikhoi et les évangélistes, y compris les missionnaires du LMS, en dépit, on peut l'imaginer, des coûts culturels et psychiques de la politique d'assimilation culturelle des missionnaires. Entre 1836 et 1844, pendant le *groot trek* à peu près 14 000 Afrikaners ont quitté la colonie blanche afin d'échapper au joug britannique et de fonder des nouvelles colonies plus loin à l'intérieur, où les anciennes règles gouvernant les rapports entre Blancs et Noirs furent maintenues.

Un deuxième point central, étroitement lié au premier, est que l'*Ordinance 50*, au nom de l'égalité de citoyens, rendit caduques les lois contre le vagabondage. Ceci menaçait le contrôle du travail des ex-esclaves, surtout pour les Afrikaners (le droit d'avoir des esclaves n'avait pas été accordé aux colons britanniques). Des efforts coloniaux pour rétablir le système de vagabondage furent contrés par les efforts politiques des Khoikhoi, surtout les habitants de Kat River sous la direction de Dirk Hatha et d'autres, et des libéraux blancs tels que Thomas Fairbairn, rédacteur du *South African Commercial Advertiser*. La restitution des lois sur le vagabondage demeura un puissant symbole politique pour les gens d'origine Khoikhoi, San ou esclave pendant les années à venir. Bien sûr, les « *pass laws* » de l'époque de l'*apartheid* ont trouvé leurs racines dans la politique coloniale du vagabondage.

Un troisième point est que beaucoup de Khoikhoi voyaient l'*Ordinance 50* comme une étape vers la restauration de leurs territoires. Être citoyen à part égale impliquait pour eux le retour de leurs terres, plutôt que le simple droit de compétition ouverte sur le marché du travail. Les habitants de Bethelsdorp, par exemple, envoyèrent tout de suite une pétition au gouvernement, proclamant que l'*Ordinance 50* avait reconnu leur « *ancient right* » de posséder des terres, et demandant le retour de tous les territoires pas encore entre les mains des colons blancs (c'est-à-dire les « *crown lands* »)²⁶. Ce rêve serait vite détruit. Le gouvernement a plutôt offert quelques territoires à Kat River, récemment pris du chef Xhosa Macomo (mais que les Khoikhoi

²⁶ Cape Archives, CO 362: Incoming Correspondence.

disaient avoir possédé avant les Xhosa). Un des buts principaux était de forcer les Khoikhoi à agir comme tampon entre la colonie et les Xhosa. Selon un des architectes principaux de ce plan, Andries Stockenstrom, qui s'est repenti plus tard dans un discours remarquable en 1854 devant le conseil législatif, « *[b]y the bait of a speck in the vast territories of their fathers, I drew them into the slavery of constant watching, patrolling, half-starving upon veld kost', and the chance of any day getting their throats cut* »²⁷. Le territoire de Kat River, bien qu'il devint vite pour les anti-esclavagistes britanniques un symbole de la réussite des « Noirs libres », était beaucoup trop petit pour le nombre de gens qui voulaient y vivre, étant donné surtout le système de clientage des Khoikhoi. Un des rebelles de 1851 l'a surnommé l'« œuf d'autruche ». En somme, *Ordinance 50* établissait pour la première fois une politique gouvernementale officiellement non- raciale, mais laissait ouverte la question du retour des terres. En plus, la réforme ne protégeait pas, semble-t-il, selon le travail de V.C. Malherbe et autres, les droits des travailleurs. Quand même, *Ordinance 50* eut une valeur symbolique énorme pour beaucoup de Kkoikhoi : « *today we sit in the shade* », disait M. Magerman en 1834, « *and you know if you go out of the shade again, then you feel the shade still more, and if this law passes then will we feel it more than ever; for then we must stand the heat of the sun, and the baas above all* »²⁸.

LA RÉVOLTE DE 1850 À 1853

Les événements dont j'ai parlé plus haut se sont déroulés dans une colonie sans démocratie. L'égalité formelle des citoyens fut légiférée d'en haut par un gouvernement impérial et ne reflétait pas la réalité, même après 1828, d'une inégalité économique réelle et des rapports sociaux très compliqués entre des sociétés en mutation. Par exemple, les Khoikhoi et leurs descendants ont adopté le christianisme en grands nombres pendant la première moitié du siècle. Le christianisme des Khoikhoi devenait beaucoup plus accepté, et même valorisé, par des Blancs d'expressions anglaise et hollandaise pendant cette période. Dans

²⁷ Andries Stockenstrom, *Light and Shade: As Shown in the character of the Hottentots of the Kat River Settlement and in the conduct of the colonial government towards them* (Cape Town, 1854), p. 5.

²⁸ Cape Archives, A50, « Report of a Meeting held at Philipston... ».

quelques communautés comme Kat River, Noirs et Blancs servaient ensemble comme diacres et comme d'autres officiers des Eglises protestantes. Par contre, les Eglises avaient de plus en plus tendance à se séparer en congrégations noires et blanches, et ceci avec l'approbation d'une majorité de « missionnaires », alors surtout des ministres de congrégations. Ces mêmes missionnaires refusaient pour la plupart (avec des exceptions honorables telles que les Reads) le droit des congrégations non-blanches de choisir leurs propres ministres, et ils résistaient à l'idée de promouvoir un ministère africain²⁹.

Sur le plan économique, des colons d'origine britannique des environs de Grahamstown (connus par ailleurs comme plus conservateurs quant aux questions raciales que leurs compatriotes à Cape Town) essayaient de forcer les habitants de Kat River à travailler pour eux et de limiter leur capacité pour l'indépendance économique. Ils le faisaient, ironiquement, au nom de la promotion de la civilisation et donc de la création chez les Khoikhoi de la capacité de *mériter* la citoyenneté. Des administrateurs comme Thomas Biddulph et son successeur John Mitford Bowker imposaient des taxes punitives aux habitants de Kat River, et, dans le cas de Bowker, expropriait les « squatters » dont plusieurs familles ayant droit de résidence. Des fermiers commerciaux tels que Robert Godlonton, rédacteur du journal conservateur *The Grahamstown Journal*, se servaient du langage du libéralisme économique d'exiger des lois qui stabiliseraient la source des travailleurs, cette fois-ci avec le prétexte de développer l'économie de la colonie et l'ouvrir à la colonisation européenne « civilisée ». Selon l'analyse de Tony Kirk, avec laquelle je suis d'accord, si une loi contre le vagabondage n'était plus politiquement acceptable, des lois contre le « squatting » pourraient suffire. Godlonton le disait, d'ailleurs : « [o]nly let us have some law which shall protect property against the thefts of these people, which shall encourage industry and repress idleness, and I care not a jot what you call it »³⁰. Au cœur de cette analyse était l'idée que les

²⁹ Elizabeth Elbourne, « Who Owns the Gospel? Conflict in the LMS in the 1840s », in John de Gruchy (ed.), *Sent from London: Essays on the London Missionary Society in southern Africa* (Cape Town, 1999).

³⁰ Tony Kirk, « The Cape economy and the expropriation of the Kat River Settlement, 1846-53 », in Marks et Atmore (eds.), *Economy and Society*, p. 233 ; la citation est d'une lettre de Godlonton à Southey, le 8 mai 1849, citée ici dans

Africains convertis n'étaient pas, pour autant, « civilisés ». On reconnaît ici la théorie politique niant les droits de propriété aux « non-civilisés », surtout aux peuples nomades, aussi bien que des idées sur la « paresse » qui dans d'autres circonstances, auraient pu être utilisées contre les ancêtres plutôt pauvres de ces colons en Angleterre elle-même. Quoi qu'il en soit, les critiques des colons Khoikhoi de Kat River publiées dans le *Grahamstown Journal* furent si sévères qu'au moins un observateur missionnaire, W. Thomson, posa le blâme sur le journal lui-même pour la révolte subséquente des Khoikhoi, croyant que les colons espéraient provoquer la révolte afin d'exproprier les terres fertiles de Kat River³¹.

La disparité entre la situation légale et la situation réelle des non-Blancs à l'intérieur de la colonie, ainsi que la persistance (inaperçue par la plupart des colons) des idées nationalistes chez les descendants des Khoikhoi, nous aident à comprendre la division à l'intérieur des communautés non-blanches devant les événements de 1850 à 1853 ; cette division fut incompréhensible, par ailleurs, pour la plupart de leurs contemporains blancs. Les tensions sous-jacentes étaient évidentes dans la révolte d'un bon nombre de Khoikhoi coloniaux entre 1850 et 1853 quand, après de longues années de loyauté à la colonie blanche et de service militaire, ils refusèrent de participer à la guerre entre la colonie blanche et les Xhosa. Les gens de Kat River, et surtout ceux de la région dont Bowker avait exproprié des « squatters », étaient très nombreux dans la révolte, bien qu'il y eût aussi quand même un grand nombre de loyalistes qui appuyaient toujours la colonie. Les motivations des rebelles sont difficiles à discerner clairement, en raison en partie de problèmes de sources. Je suis actuellement en train de travailler sur cette question. Voici quand même quelques idées préliminaires en guise de conclusion de ce bref survol du statut des Khoikhoi pendant la première moitié du dix-neuvième siècle. Il faudrait d'abord prendre conscience des coûts considérables de la participation des Khoikhoi dans les guerres antérieures. Ensuite, l'insatisfaction devant l'établissement

B.A. Le Cordeur, « Robert Godlonton as Architect of Frontier Opinion », *Archives Year Book for South African History* (1959) (Cape Town, 1960), ii, p. 21.

³¹ « The practised duplicity and the unscrupulous conduct of the Colonial Editor [Godlonton] has been more than a match for the simple minded peasant, the Hottentots have fallen into the snare laid for them ». W. Thomson à A. Tidman, Cape Town, le 7 mars 1851, LMS-SA 26/4/A.

imminent d'une assemblée législative dominée par les colons fut une motivation très importante. On craignait surtout le renouveau de la législation de vagabondage. James Read junior se souvint plus tard des résultats d'un colloque entre loyalistes et rebelles. Les rebelles citaient des motivations diverses.

One party had been tied to a waggon wheel to be shot... some said that the Farmers were shooting and cutting their throats - which we did not believe but the rabble believed it - Some said that the English were going to cast away the Queen's Government and have a Government of their own, that then they would have vagrant laws for the Hottentots³².

D'autres rebelles, tel que le leader Wilhelm Uithaalter, étaient plus directement motivés par le désir du retour des territoires, ou même l'établissement d'un territoire Hottentot. Uithaalter tenta d'en établir dans les montagnes. Le résultat, par contre, fut la famine et le désastre. Les jeunes hommes parlaient d'une nouvelle génération, qui voulait se libérer d'une dépendance plutôt humiliante sous un gouvernement impérial qui avait cessé de répondre aux demandes des non-Blancs et pour qui les missionnaires radicaux tels que Read n'étaient plus des intermédiaires efficaces. Pour beaucoup des ces rebelles de sexe masculin un concept très important était, je crois, de prouver qu'ils étaient des « hommes », comme le disait Uithaalter, lors d'une autre réunion. Ils voulaient regagner leur honneur, leur masculinité, vaincre le legs de l'humiliation associée au travail forcé et ultimement à l'esclavage. On a par contre, de la difficulté à discerner l'impact de cette idéologie pour les femmes. Le christianisme était utilisé par les loyalistes et par les rebelles pour justifier leurs positions. Pour les rebelles, le christianisme enseignait la justice et la volonté de Dieu d'intervenir en faveur des pauvres.

Les résultats de cette rébellion désespérée furent ambivalents. Son échec a abouti à la vente des territoires de Kat River et la fin de l'indépendance de la communauté ; la position des « *coloureds* » comme un prolétariat sans terres fut confirmée. Par contre, il est aussi probable que la guerre a influencé les débats autour du droit de vote, et le seuil d'admissibilité à la franchise. La franchise était offerte à tous les hommes, sans distinction de race, et le seuil fut relativement bas. Comment,

³² LMS-SA 26/1/C: James Read senior to Freeman, Philipton 13 April, 1851.]

alors, prévenir des révoltes à l'avenir sans incorporer les non-Blancs au moins de façon limitée ? La rhétorique libérale universaliste n'en demandait pas moins, même si ironiquement ce même langage libéral décrivait l'ancien mode de vie des Khoikhoi sur les terres de leurs ancêtres comme non-civilisé, et donc comme une étape de l'histoire à surmonter.

A la fin de cette guerre désastreuse et coûteuse, le gouvernement britannique s'alignait beaucoup plus avec les colons blancs de l'Empire qu'avant les années 1840 et 1850. Il établissait une assemblée élue au Cap, pourtant le Cap n'aura pas de gouvernement représentatif avant 1872. Beaucoup de colons voulaient plus d'autonomie afin de contrôler eux-mêmes les rapports entre Blancs et non-Blancs, répondant à ce qu'ils voyaient comme la mauvaise administration impériale. Pour plusieurs, le langage de la démocratie fut ironiquement lié au désir de gérer leurs propres guerres contre les Africains à l'extérieur de la colonie, et de contrôler plus étroitement leur travail dans la colonie même. L'Afrique du Sud ne serait pas le seul endroit au monde où cette ironie se fera voir. Pour les administrateurs métropolitains comme le ministre colonial Earl Grey, la désillusion affectait leur vision des capacités « modernes » des Africains, peut-être en partie grâce au déclin économique des Caraïbes après l'abolition de l'esclavage. Après les désastres économiques de la guerre de 1850 à 1853, la métropole voulait, de plus, que les colons acceptent la responsabilité (et les frais) de leur propre politique de défense, plutôt que de compter sur l'armée britannique professionnelle³³. Après un débat significatif, le droit de vote fut établi à un niveau suffisamment bas pour permettre de voter aux personnes nommées de plus en plus souvent « *coloured* », mais pas à un tel point qu'ils puissent contrôler plus qu'un nombre minime de sièges. L'anxiété de nombreux membres de la communauté « *coloured* » face à cette victoire des colons blancs était justifiée, en dépit du fait que la franchise « *colour-blind* » de la Colonie du Cap demeurerait quand même beaucoup plus libérale qu'ailleurs en Afrique du Sud et peut paraître même utopique en comparaison avec les horreurs du vingtième siècle. En 1856, le « *Masters and Servants Act* » réglait les rapports entre maîtres et travailleurs de façon à encourager encore une fois l'immobilité des travailleurs

³³ Un argument qu'on peut voir dans les pages du *London Times*.

noirs, bien que la loi ne parlât pas spécifiquement de race. Cette loi imposait des peines sévères aux employés qui quittaient leur travail. Comme le remarque l'historien Tony Kirk, cette loi paraissait si sévère qu'au moins un observateur blanc, W. Irons, pouvait espérer qu'aucun travailleur d'origine britannique ne serait touché³⁴. Cette remarque soulignait l'ambiguïté profonde du statut des non-Blancs dans la colonie du Cap, même avant les conquêtes et tempêtes de la fin du dix-neuvième siècle, quand ses débats affecteront de vastes territoires à l'intérieur du nouvel Empire britannique en Afrique du Sud.

Elizabeth ELBOURNE³⁵



BIBLIOGRAPHIE

- Armstrong, James and Nigel Worden. « The Slaves, 1652-1834, » *The Shaping of South African Society*, Elphick and Giliomee (eds).
- Bank, Andrew. « Liberals and their Enemies: Racial Ideology at the Cape of Good Hope, 1820 to 1850, » thèse de doctorat., Université de Cambridge, 1995.
- Barrow, John. *An Account of Travels in the Interior of Southern Africa, in the Years 1797 and 1798* (London: Cadell and Davies, 1801)
- Bayly, C.A. *Imperial Meridian: The British Empire and the World, 1780-1830* (London and New York: Longman, 1989).
- British Parliamentary Papers*, 1852 (124), vol. XXXIII.
- Chidester, David. *Savage Systems: Colonialism and Comparative Religion in Southern Africa* (Charlottesville: University of Virginia Press, 1997).
- Cobbing, Julian. « The Mfecane as Alibi: Thoughts on Dithakong and Mbolombo, » *Journal of African History* 29, 1988, 487-519.

³⁴ W. Irons, *The Settlers' Guide to the Cape* (London, 1858), p. 229, cité par Tony Kirk, « The Cape Economy and the expropriation of the Kat River Settlement, 1846-53 », in Marks et Atmore (eds.), *Economy and Society*, p. 235.

³⁵ Département d'histoire, Université McGill.

- Crais, Clifton. *White supremacy and black resistance in pre-industrial South Africa: The making of the colonial order in the Eastern Cape, 1770-1865* (Cambridge: Cambridge University Press, 1992).
- De Gruchy, John (ed.). *The London Missionary Society in Southern Africa 1799-1999: Historical Essays in Celebration of the Bicentenary of the LMS in Southern Africa* (Columbus, Ohio: Ohio University Press, 2000 and Cape Town: David Philip, 1999).
- Du Toit, Andre. « No Chosen People: The Myth of the Calvinist Origins of Afrikaner Nationalism and Racial Ideology, » *American Historical Review* 88, October 1983, 920-952.
- Elbourne, Elizabeth. « "To Colonize the Mind": Evangelicals in Britain and the Eastern Cape, 1790-1836, » thèse de doctorat, Université Oxford, 1992.
- Elbourne, Elizabeth. « Freedom at issue: Vagrancy legislation and the meaning of freedom in Britain and the Cape Colony, 1799-1842, » *Slavery and Abolition*, 15, 2, 1994.
- Elphick, Richard and Rodney Davenport (eds.) *Christianity in South Africa: A Political, Social and Cultural History* (Los Angeles: University of California Press, 1997).
- Elphick, Richard et Hermann Giliomee, « The Origins and entrenchment of European dominance at the Cape, 1652-c.1840, » *The Shaping of South African Society*, Elphick et Giliomee (eds).
- Elphick, Richard et Hermann Giliomee (eds.) *The Shaping of South African Society 1652-1840* (Middletown, Connecticut: Wesleyan University Press, 1988).
- Elphick, Richard et V.C. Malherbe, « The Khoisan to 1828 », *The Shaping of South African Society*, Elphick et Giliomee (eds).
- Galbraith, John S. *Reluctant Empire: British Policy on the South African Frontier 1834-1854* (Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1963).
- Gerstner, Jonathan. *The Thousand Generation Covenant: Dutch Reformed Theology and Group Identity in Colonial South Africa, 1652-1814* (Leiden: E.J. Brill, 1991)
- Hamilton, Carolyn (ed.), *The Mfecane Aftermath : Reconstructive Debates in Southern African History* (Johannesburg et Pietermaritzburg: University of Natal Press, 1995)
- Keegan, Timothy. *Colonial South Africa and the Origins of the Racial Order* (Charlottesville: University of Virginia Press, 1996).
- Kirk, Tony. « The Cape economy and the expropriation of the Kat River Settlement, 1846-53, » *Economy and Society*, Marks et Atmore (eds.),
- Legassick, Martin. « The frontier tradition in South African historiography, » *Economy and Society in Pre-Industrial South Africa*, Marks and Atmore (eds).

- Legassick, Martin. « The Northern Frontier to c. 1840: The rise and decline of the Griqua people, » *The Shaping of South African Society, 1652-1840*, Richard Elphick and Hermann Giliomee (eds.) (Middletown, 1988).
- Legassick, Martin. « The Griqua, the Sotho Tswana and the Missionaries, 1780-1880: The Politics of a Frontier Zone, » thèse doctorale, University of California, Los Angeles, 1969.
- Marais, J.S. *The Cape Coloured People 1652-1937* (Johannesburg: Witwatersrand University Press, 1957).
- Marais, J.S. *Maynier and the First Boer Republic* (Cape Town: Maskew Miller, 1944).
- Marks, Shula et Antony Atmore (eds). *Economy and Society in Pre-Industrial South Africa* (London: Longman, 1980).
- Mostert, Noel. *Frontiers: The Epic of South Africa's Creation and the Tragedy of the Xhosa People* (London: Jonathan Cape, 1992).
- Newton-King, Susan. « The Labour Market of the Cape Colony, 1807-1828, » *Economy and Society in Pre-Industrial South Africa*, Marks et Atmore (eds), .
- Peires, J.B. « The British and the Cape 1814-1834, » *Shaping*, Elphick et Giliomee (eds.).
- Peires, J.B. *The Dead Will Arise: Nomngqawuse and the Great Xhosa Cattle-Killing Movement of 1856-7* (Johannesburg: Raven Press, 1989).
- Peires, J.B. *The House of Phalo: A History of the Xhosa People in the Days of their Independence* (Johannesburg: Raven Press, 1981).
- Philip, John. *Researches in Southern Africa* (Londres: James Duncan, 1828).
- Port Elizabeth Telegraph*, 1 janvier 1851.
- Read, James, junior, *The Kat River Settlement in 1852: Described in a Series of Letters published in the « South African Commercial Advertiser »* (Cape Town: 1852).
- Ross, Andrew. *John Philip (1775-1851): Missions, Race and Politics in South Africa* (Aberdeen: Aberdeen University Press, 1986).
- Ross, Robert. « The Etiquette of Race, » in Robert Ross, *Beyond the Pale: Essays on the History of Colonial South Africa* (Hanover and London: Wesleyan University Press, 1993).
- Ross, Robert. « The Kat River Rebellion and Khoikhoi Nationalism: The Fate of an Ethnic Identification, » *Kronos: Journal of Cape History/Tydskrif vir Kaaplandse Geskiedenis*, 24, Nov. 1997, 91-105.
- Ross, Robert. *Status and Respectability in the Cape Colony, 1750-1870: A Tragedy of Manners* (Cambridge: Cambridge University Press, 1999).
- South African Commercial Advertiser*, 25 juin 1834.
- Stockenström, Andries. *Light and Shade: As Shown in the character of the Hottentots of the Kat River Settlement and in the conduct of the colonial government towards them* (Cape Town: 1854)

Theal, G.M. (ed.) *Records of the Cape Colony* (Cape Town: Government of the Cape Colony, 1897-1905).

Trapido, Stanley. « The Emergence of Liberalism and the making of "Hottentot nationalism", 1815-1834, » *Collected Seminar Papers of the Institute of Commonwealth Studies, London: The Societies of Southern Africa in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, 17, 1992.